

ITALIE

Déclaration de Mme Gelsomina Vigliotti
Gouverneure suppléante représentant l'Italie

Nous souhaitons remercier le Royaume et les habitants de Jordanie, qui accueillent l'Assemblée annuelle cette année, pour leur hospitalité chaleureuse, ainsi que la Direction de la BERD pour son excellente organisation.

Nous sommes heureux que cette Assemblée annuelle soit la première à se dérouler dans la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED), où la BERD multiplie les réussites. La Banque a investi à ce jour plus de 6 milliards d'euros dans les pays de la SEMED et leur a également prodigué des conseils sur les politiques, leur a fourni une assistance technique et a renforcé leurs capacités. Nous sommes fiers d'avoir contribué à cet effort remarquable en tant que donateur et investisseur.

Même si les pays de la région SEMED ont surpassé toutes nos attentes et affiché une croissance impressionnante ces dernières années, ils recèlent encore un gigantesque potentiel. La BERD est en bonne position pour les aider à cet égard, en s'appuyant sur les excellents résultats obtenus jusqu'ici pour renforcer sa présence en tant qu'investisseur de premier plan et partenaire de confiance pour toute la région.

Nous en profitons pour chaleureusement souhaiter la bienvenue au Liban, tout nouveau pays d'opérations de la Banque, et nous félicitons la BERD qui a déjà lancé les premiers projets sur place. L'Italie continuera de soutenir activement les opérations de la Banque dans cette région.

Nous nous réjouissons du thème de l'Assemblée annuelle de cette année, « Dynamiser les économies » : il met en évidence d'une part le rôle et le mandat de la BERD, et d'autre part la nécessité d'une volonté réforme persistante de la

part des pays d'opérations, chacune de ces deux composantes étant également indispensables à la transition.

La BERD a généré d'excellents résultats en 2017 malgré un contexte toujours difficile. Durant l'année 2017, plusieurs records ont été atteints : le volume des investissements bancaires annuels s'est élevé à près de 10 milliards d'euros, répartis entre 412 projets, et, plus important encore, l'impact attendu sur la transition s'est révélé très élevé pour les nouveaux projets. En outre, 43 % des investissements de 2017 ont eu lieu dans le cadre du Programme de transition vers une économie verte, la Banque ayant ainsi sensiblement contribué aux efforts mondiaux de lutte contre les effets du changement climatique.

Ce n'est cependant pas le moment de verser dans la complaisance. Des problèmes majeurs persistent, qui sont dus à la fois à des circonstances externes et au moyens mis en œuvre par la Banque. Nous sommes à mi-parcours de l'application du Cadre stratégique et capitalistique, le moment est donc bien choisi pour les actionnaires et la Direction de lancer une réflexion stratégique collective quant au rôle et à la place de la BERD au sein de l'architecture financière mondiale.

La BERD peut être fière de son modèle opérationnel et de son expérience. Ses atouts, en particulier sa capacité à travailler avec le secteur privé et avec les outils du secteur privé pour atteindre des objectifs de politique publique, sont à présent plus pertinents que jamais. La communauté internationale a fait de la mobilisation du secteur privé un des principaux instruments auxquels elle a recours pour atteindre les objectifs mondiaux partagés, tels qu'ils figurent dans les Objectifs de développement durable, l'Accord sur le changement climatique et le Programme d'action sur le financement du développement.

Dans un contexte où le monde évolue et où toutes les institutions adaptent leur modèle opérationnel, la BERD doit elle aussi évoluer afin de continuer à jouer un rôle majeur au sein d'un paysage transformé et induire des changements dans

ses pays d'opérations, comme elle l'a toujours fait. Il est essentiel qu'elle adapte et actualise ses objectifs, son champ d'action, ses instruments et sa dynamique en tenant compte des nouvelles circonstances. À cet égard, elle devra faire des choix stratégiques.

La promotion de la transition, enrichie récemment par la définition des six qualités d'une transition réussie, doit rester la mission de la Banque, à l'aune de laquelle ses décisions et actions sont examinées et évaluées. Nous continuons de penser que l'édification d'économies modernes qui sont inclusives, vertes, bien gouvernées, intégrées, résilientes et compétitives est indispensable à un développement durable.

La réalisation de ce mandat ambitieux et gratifiant exige des efforts stratégiques conjoints pour définir les priorités et remédier aux carences. La Banque peut produire un impact encore plus grand dans ses pays d'opérations en renforçant, un par un, les instruments lui permettant de déployer ses avantages comparatifs sur le terrain.

Dans le contexte actuel, une collaboration avec le secteur privé fondée sur la base de critères commerciaux, associée à la participation aux politiques à mener et au renforcement des capacités, ainsi qu'au maintien de l'activité du secteur public au niveau requis, nécessite des moyens d'action plus étendus, des solutions commerciales et un mixte de produits innovants, un appétit pour le risque encourageant, et des structures organisationnelles et systèmes incitatifs cohérents.

Nous sommes d'avis que la solide assise financière de la Banque lui permet de s'avancer dans cette direction et de générer un plus grand impact dans ses pays d'opérations. La Banque peut appairer les demandes financières diversifiées des différents segments de ses marchés bénéficiaires tout en continuant d'intervenir conformément au principe d'additionnalité, d'appliquer les meilleures pratiques

bancaires, d'être financièrement viable et de se montrer coopérative vis-à-vis des autres institutions financières internationales.

Le professionnalisme, le dévouement, l'expertise et les compétences du Personnel de la Banque constituent bien évidemment le socle solide sur lequel est construite cette action.

L'Assemblée annuelle rappelle ce qui peut être accompli quand un effort coopératif est déployé, car nous sommes témoins des excellents résultats sur lesquels ont débouchés des décisions communes judicieuses prises par le passé. Bien que l'efficacité du mandat et du modèle opérationnel uniques de la BERD ne soit pas remise en cause, car elle permet à la Banque de contribuer au bien-être des pays en adoptant des approches auxquelles d'autres n'ont pas accès, les nouvelles demandes de soutien, qui sont diversifiées, nécessitent de changer et d'évoluer. L'Italie garantit à cette fin son engagement et son appui constructifs.